

Rentrée parlementaire : priorité au financement des soins de santé

Québec, le 10 novembre 2021– À leur entrée au caucus présessionnel du Bloc Québécois, Yves-François Blanchet, chef du parti, et Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou ont détaillé les cinq priorités à court terme de l'aile parlementaire du parti en vue de la reprise fort attendue des travaux: le financement des soins de santé, mais aussi la lutte aux changements climatiques, le poids politique du Québec à Ottawa, la langue française et l'abolition des deux classes d'âinés créées par une hausse inique de la pension de vieillesse.

« Plus de cinquante jours après l'élection, le Bloc Québécois réitère qu'il faut urgemment reprendre les travaux dans des dossiers qui ne peuvent être ignorés plus longtemps. J'insiste à nouveau sur l'importance que Justin Trudeau convoque un sommet sur le financement des soins de santé dans les plus brefs délais. Ce sommet doit réunir au minimum tous les premiers ministres, les ministres de la Santé et les chefs des partis d'opposition à Ottawa afin de régler durablement les conséquences du désinvestissement fédéral en santé que la pandémie a tragiquement exposées. Le Bloc Québécois y défendra la demande unanime du Québec et des provinces d'une hausse sans condition des transferts en santé jusqu'à l'atteinte de 35 % des coûts des soins, ainsi que d'une indexation subséquente de 6 % », a débuté M. Blanchet.

« Alors que le monde entier est réuni en Écosse pour la COP 26, le Bloc Québécois agira pour faire progresser la lutte aux changements climatiques. Nos porte-paroles, mais aussi tous nos élus, s'investiront à enfin convaincre le fédéral qu'aucune solution n'est possible sans plafonner puis réduire la production de pétrole au Canada », a poursuivi le chef du Bloc Québécois.

« Le Bloc Québécois défendra sans relâche et sans compromis le poids politique de la nation québécoise au Parlement canadien, où le Québec devra obtenir davantage de sièges plutôt que moins, comme il est actuellement proposé. Ce constat par la Chambre des communes que les Québécois forment une nation exige que ceux-ci soient traités avec les égards qui conviennent à ce statut », a fait valoir Julie Vignola.

« Sans surprise, nous allons promouvoir, protéger et faire respecter la seule langue officielle et commune de la nation québécoise, le français. Alors que le PDG d'Air Canada a choisi de s'ériger en lourd symbole de l'ampleur du travail à accomplir et de l'urgence d'agir, le Bloc Québécois poursuivra son action pour que notre langue nationale soit incontournable et pérenne partout sur le territoire québécois », a annoncé la députée de Beauport-Limoilou.

« Finalement, nous reviendrons à la charge contre la création de deux classes d'âinés alors qu'Ottawa discrimine les 65 à 74 ans dans l'octroi d'une hausse de la pension de vieillesse que tous les âinés méritent. C'est un combat initié au départ par le Bloc Québécois que nous n'abandonnerons pas », a conclu Mme Vignola.

Les travaux de la Chambre des communes reprendront le 22 novembre prochain.